

Adresse aux communistes

En présentant à tous les communistes, à leurs proches, à leurs familles, les meilleurs vœux de bonheur pour 2011, en saluant les six mille adhérents qui ont rejoint le PCF en 2010, ainsi que l'énergie et la générosité militantes dont tous nos militant-e-s ne cessent de faire preuve, le Conseil national appelle chacune et chacun d'entre eux à prendre la mesure de ce qui va se jouer cette année.

Dans un contexte marqué par la crise systémique du capitalisme en Europe et dans le monde, 2010 a été une année difficile, marquée de souffrances et d'injustices provoquées par la brutalité de la politique gouvernementale pour des millions de nos concitoyens. 2010 a aussi été une année de luttes et de mobilisations exceptionnelles contre la politique de la droite et de Nicolas Sarkozy. Des millions de gens le disent : « ce pouvoir et ses méthodes, ça ne peut plus durer ! ». Nous partageons cette colère et l'indignation qui grandissent contre les privilèges indécents des forces de l'argent et des inégalités chaque jour plus intolérables.

2011 et 2012 vont être maintenant des années décisives. Pourra-t-on transformer cette colère populaire, ces mobilisations sociales massives en un changement politique concret pour la vie quotidienne ? Beaucoup en doutent, nous pensons que c'est possible.

Nous tirons une conviction des mobilisations de l'année écoulée, le souhait de changement grandit mais rien n'est pour autant joué pour la gauche. Le problème, c'est que le système politique dominant est cadencé, sourd aux attentes populaires, coupé des réalités. La parole et le débat publics sont bafoués et confisqués par une droite sarkozyste autoritaire, et par une partie de la gauche qui n'a plus le courage des transformations sociales, économiques et politiques nécessaires. C'est ce qu'il faut changer et c'est possible. Avec le Front de Gauche, le Parti communiste veut agir pour rendre la parole au peuple, lui redonner l'espace et le pouvoir de construire le projet collectif qui répondra à ses attentes. Nous voulons faire sauter les interdits et les dogmes capitalistes, qui verrouillent déjà le débat pré-présidentiel tel qu'on veut nous l'imposer, même à gauche, et repenser librement la création, l'utilisation, la répartition des richesses pour construire de l'égalité, de la justice, de la solidarité, du bien être durable et partagé.

Le Front de gauche, c'est pour nous l'espace politique de coopération de toutes celles et ceux qui veulent construire le nouveau projet alternatif que devrait porter la gauche. C'est l'énergie positive pour changer toute la gauche et recréer l'espoir. Nous appelons toutes les femmes et les hommes de gauche, communistes, socialistes, écologistes, républicains de progrès, féministes, militants syndicaux et associatifs, citoyens, à s'engager avec nous dans ce projet.

Debout et solidaires contre la crise

Pour cela, notre première tâche est de répondre présents pour créer de la solidarité et de l'action. Quand tant de femmes et d'hommes, de jeunes, de salarié-e-s, de familles sont frappés par la crise et les effets de la politique gouvernementale, notre mot d'ordre doit être partout, en toutes circonstances : « debout et solidaires contre la crise ».

C'est d'autant plus important que la crise vient d'entrer dans une nouvelle phase en Europe, totalement inédite par son ampleur.

Pour sauver la domination des marchés financiers, les dirigeants de l'Union européenne, Angela Merkel et Nicolas Sarkozy à leur tête, ont engagé un cycle de régressions sociales et démocratiques qui vont faire exploser la précarité, la pauvreté, et les inégalités comme jamais dans notre histoire. En France, c'est la suppression massive d'emplois publics, la réforme

inefficace et injuste des retraites, le gel du smic et des salaires, et de nouvelles attaques sur la protection sociale, sur le temps de travail, sur les droits des travailleurs ou sur l'ensemble des acquis sociaux.

Nous devons donc être au côté de chaque femme, de chaque homme en difficulté pour combattre la résignation, les replis individualistes ou nationalistes, les idées xénophobes et toutes les discriminations qui peuvent prospérer sur la souffrance sociale, pour construire des fronts de résistances et de luttes progressistes partout.

Les propositions de notre parti, celles de nos parlementaires, de nos députés européens, de nos élus locaux sont indispensables pour rendre ces fronts solides et rassembleurs, en montrant que d'autres logiques sont non seulement indispensables mais possibles, comme nous l'avons fait pour les retraites. Nous devons sans cesse les porter au cœur de ces luttes. Qu'il s'agisse du G 8 ou du G 20, que les autorités françaises vont présider cette année, ou bien de l'Afghanistan, du Proche-Orient, de l'Afrique, du Forum social mondial de Dakar...des enjeux internationaux de portée majeure vont susciter en 2011 des confrontations politiques et des mobilisations dans lesquelles notre parti se devra d'être actif et à l'initiative pour faire converger des forces et proposer des alternatives en lien avec les luttes et les grandes batailles politiques, sociales, économiques et financières en France et en Europe.

Avec le Front de gauche, un programme populaire et partagé

Dans ces batailles, nous voulons faire grandir l'exigence des changements essentiels, la construction d'un programme politique qui répondent aux attentes populaires. Les initiatives que nous avons prises dans la foulée de la mobilisation sur les retraites montrent qu'une grande disponibilité existe pour participer à l'élaboration populaire et partagée d'un programme qui dise clairement : voilà ce que la gauche devrait faire. Seul le déploiement d'une telle dynamique populaire peut suffisamment changer la gauche et la mettre à la hauteur pour 2012.

Nous avons initié le Front de gauche, une démarche de rassemblement pour mettre en mouvement toutes les forces disponibles, pour que grandissent au cœur de la gauche, jusqu'à devenir incontournables, les exigences d'un vrai changement. A l'étape actuelle, de premières priorités se dégagent qui doivent être débattues dans l'élaboration que nous engageons :

- Reprendre le pouvoir sur l'utilisation de l'argent, l'argent public, celui des banques, celui des entreprises ; changer toute la fiscalité, créer un pôle public bancaire et financier et de nouveaux pouvoirs pour les salariés ; relancer le pouvoir d'achat par une augmentation générale des salaires financée par le capital.
- Éradiquer le chômage, la précarité notamment chez les jeunes, et la souffrance au travail, par une sécurisation des parcours dès le premier emploi, et par la reconnaissance nouvelle des qualifications, l'intervention des salarié-e-s dans l'organisation du travail ; promouvoir un nouveau type de développement économique solidaire et créateur d'emplois, réindustrialiser la France, lutter contre les délocalisations et relancer une agriculture paysanne de qualité.
- Promouvoir tous les services publics : nouvelle phase de démocratisation de l'École et de l'Université, rétablissement des conditions d'un véritable service public de la recherche et de l'indépendance intellectuelle des chercheurs, relance de l'hôpital public, extension de la couverture maladie, prise en charge de la perte d'autonomie, service public de la petite enfance, plan d'urgence pour le logement social, réponse aux défis énergétiques, développement des transports publics, refonder un service public de la culture en faveur de la création et de l'éducation populaire.
- Impulser la transformation sociale et l'adaptation de notre mode de développement aux enjeux posés par la crise écologique. Changer le travail pour qu'il soit source d'émancipation, libérer le processus de production des exigences de rentabilité, transformer les modes de production et de consommation pour faire un usage économe des ressources naturelles, lutter contre le réchauffement climatique et protéger la biodiversité.

- Remettre au cœur du contrat social les droits et les libertés, construire une VI^e République (institutions et médias profondément démocratisés, rétablissement des libertés publiques, nouveaux pouvoirs d'intervention des citoyens et des citoyennes à tous les niveaux, dans la cité et dans l'entreprise) en commençant par un processus populaire visant l'élaboration d'une nouvelle Constitution.
- Refonder l'Europe pour l'émanciper des marchés financiers en donnant à l'Union européenne une nouvelle ambition de progrès social, écologique et démocratique, avec comme priorité la création d'un fonds de développement social européen alimenté par une taxation des transactions financières et par la création monétaire d'une BCE démocratisée. Promouvoir une Europe agissant au plan international pour la Paix, la coopération et le désarmement.

Dès les prochaines semaines, nous impulserons notre démarche dans deux directions :

Multiplier les initiatives, les espaces de rencontres à tous les niveaux qui favorisent l'appropriation populaire de cette démarche et l'élaboration des propositions, des grandes priorités qu'une politique de gauche devrait porter. Sept forums nationaux du Front de Gauche et une première convention nationale de notre parti sont déjà programmés au premier trimestre. Les Forums doivent être l'occasion, sur la base de nos propositions, de pousser le débat avec nos partenaires et les hommes et les femmes qui souhaitent en être parties prenantes. Une première synthèse nationale de tout ce travail devra être organisée par notre parti, en lien avec nos partenaires du Front de gauche au second trimestre 2011, avant que nous prenions nos décisions pour 2012.

Favoriser l'implication de toutes celles et ceux, de toutes les énergies citoyennes, syndicales, associatives, intellectuelles qui se déclarent disponibles pour cette démarche, aux côtés des trois formations qui structurent actuellement le Front de gauche. Développons en particulier notre effort en direction du monde du travail et des catégories populaires qui se sentent les plus « délaissées » par la politique. Qu'ils réinvestissent le débat politique peut tout changer.

Des élections cantonales et sénatoriales essentielles

Deux élections majeures auront lieu en 2011 : les élections cantonales les 20 et 27 mars, et les élections sénatoriales en septembre. Aux élections cantonales, se joue l'avenir de toutes les politiques publiques menées au plan départemental. La droite veut les liquider. Nous voulons les promouvoir pour plus de solidarité. Nous présenterons des candidat-es communistes et du Front de gauche dans la quasi totalité des 1942 cantons renouvelables. Leurs scores compteront pour constituer des majorités de gauche combatives dans les départements comme au plan national. Nous ambitionnons de réélire les 104 conseillers généraux communistes sortants et d'en gagner d'autres avec le Front de gauche. Ce serait un sacré point marqué pour renforcer la gauche. Les communistes doivent se dépenser sans compter pour gagner cette bataille.

Aux élections sénatoriales, la majorité du Sénat peut basculer à gauche pour la première fois dans la V^e République. Nous ferons tout pour atteindre cet objectif en confortant le groupe communiste et Parti de gauche, dont 19 élu-es sont renouvelables.

Un grand débat démocratique pour nos choix en 2012

L'année 2011 sera également celle de nos choix pour 2012. Pour mener cette bataille décisive dans les meilleures conditions, nous devons décider d'ici l'été avec quels objectifs et quelles candidatures nous irons aux élections présidentielles et législatives de l'an prochain.

Objectifs politiques et choix de candidatures, les deux sont évidemment liés. Notre processus de décision devra donc permettre, compte tenu de l'importance des enjeux, un débat approfondi. Le Conseil national invite tous les communistes à s'y investir pleinement.

Ce processus devra évidemment respecter, notamment sur le choix des candidatures, nos statuts. Ceux-ci prévoient que « la décision de présenter au nom du Parti ou de soutenir des candidat-e-s aux différentes élections est prise par les adhérent-e-s. » Ils indiquent que « les propositions de candidatures, après appel à candidature, peuvent émaner des différentes instances - assemblée de section, conseils départementaux, conseil national - comme être présentées à titre individuel... » Les projets de candidatures sont ensuite élaborées « dans le conseil départemental pour les élections cantonales, législatives, et sénatoriales », et « dans une conférence nationale pour l'élection présidentielle ».

Le Conseil national appelle dans un premier temps les communistes à approfondir le débat sur les objectifs politiques qui doivent être les nôtres pour ces échéances. Pour sa part, il estime que tout doit être fait pour parvenir à des candidatures porteuses de la démarche de rassemblement entreprise avec le Front de gauche.

Qu'est-ce que cela implique à nos yeux ? D'abord que les objectifs politiques poursuivis soient clairement énoncés et ensuite portés dans la campagne. Pour nous, c'est clair, il s'agit de battre N. Sarkozy et sa majorité. Aucune ambiguïté n'est possible sur ce point. Nous n'osons pas imaginer l'état de notre pays au terme d'un second mandat de Nicolas Sarkozy.

Nous voulons aussi barrer la route au Front national qui bénéficie à nouveau d'une indécente promotion médiatique. Le Front national, c'est l'ultralibéralisme économique et la descente aux enfers dans la violence, la peur, le racisme, les replis dont il se nourrit et qui détourne le peuple des luttes et des rassemblements.

Si nous voulons battre Nicolas Sarkozy et la droite, c'est pour faire gagner la gauche, et pour ancrer son projet à gauche. Notre objectif est celui d'une nouvelle majorité politique de gauche capable de mettre en œuvre, avec notre peuple, des mesures de changement favorables à ses intérêts. Cela passe par la création d'une dynamique de rassemblement populaire majoritaire autour des objectifs de transformation sociale que devra porter le programme populaire et partagé du Front de gauche ; par le renforcement maximum du poids électoral du PCF et du Front de gauche dans toutes les échéances électorales ; par l'élection dans cette nouvelle majorité politique du maximum de parlementaires présentées par ces forces, à commencer par la réélection de leurs sortants.

Pour ces raisons, le contenu et la nature de la campagne menée sont essentiels.

La dynamique de rassemblement du Front de gauche doit additionner, et non diviser, les énergies disponibles à gauche pour ces objectifs. Elle doit respecter les forces qui s'engagent, leur diversité, leur personnalité. Cette démarche collective, citoyenne, populaire doit s'incarner dans les campagnes du Front de gauche, et marquer ainsi nettement son opposition à la démarche de présidentialisation et de personnalisation de la vie politique. La candidature à l'élection présidentielle devra porter cette démarche et être entourée d'un dispositif collectif qui fait vivre la diversité de la démarche engagée, et garantisse ses objectifs politiques.

Pour ces mêmes raisons, et notamment la nécessité de mettre en avant notre objectif de nouvelle majorité politique, la campagne des élections législatives devrait être menée de pair. Ainsi nous n'aurions pas un-e candidat-e mais plus de mille avec les candidat-es titulaires et suppléants aux législatives.

Voilà quelques idées que les discussions entre communistes, celles menées avec nos partenaires du Front de gauche devraient pousser dans les semaines et les mois qui viennent. Car à l'évidence, l'accord souhaitable sur des candidatures du Front de gauche pour 2012 ne pourra se conclure que sur un contrat politique clair.

Les communistes devront dans ce débat approfondir la discussion sur leur place et leur rôle dans le Front de gauche. L'existence et le développement du PCF sont des atouts irremplaçables pour un déploiement réellement populaire du Front de gauche. Ce sont l'originalité de notre apport, la capacité à faire mieux entendre sa parole qui doivent être débattues.

Quel processus et dans quels délais ?

Le Conseil national appelle à amplifier dès maintenant ce débat sur le programme, les objectifs, les critères des candidatures que nous devrions porter en 2012.

Compte tenu du travail à mener sur le programme et de l'importante campagne des élections cantonales, il propose que le débat sur le choix de candidatures se mène au second trimestre 2011.

Pour arrêter ce choix, il convoque une conférence nationale les 4 et 5 juin prochains, avec pour ordre du jour nos choix politiques et des candidatures pour les élections de 2012.

Cette convocation ouvre dès aujourd'hui l'appel à candidatures. Toutes les candidatures qu'elles émanent du PCF - celle d'André Chassaigne a déjà été déclarée -, d'une des autres formations du Front de Gauche, ou d'une personnalité se réclamant de sa démarche devront être portées à la connaissance des communistes et examinées dans leur débat.

Un conseil national se réunira les 8 et 9 avril. Il tirera le bilan des élections cantonales, fera le point sur le travail engagé pour le programme populaire et partagé, et lancera, en connaissance de toutes les candidatures soumises à la discussion des communistes, la préparation de la conférence nationale. Le Conseil national invite toutes les fédérations à prendre le maximum de dispositions pour permettre à chaque communiste d'être partie prenante de ce débat essentiel. Toutes les formes jugées utiles pour préparer la Conférence nationale, des assemblées générales de section aux congrès départementaux en passant par tous les lieux de débat nécessaires peuvent être utilisées. Enfin, pour la désignation de la candidature à l'élection présidentielle, la proposition retenue par la conférence nationale sera soumise, ainsi que l'accord politique, à un vote de tous les communistes les 16, 17 et 18 juin.

Le choix d'une conférence nationale, conforme aux statuts, avec pour unique ordre du jour nos décisions pour 2012, paraît le plus approprié pour permettre un débat clairement centré sur la préoccupation majeure des communistes à ce moment.

Il laisse entier la nécessité de tenir un Congrès dont le temps de préparation est plus long, et qui comportera d'autres points à l'ordre du jour (analyse de la crise et projet communiste, transformations du Parti, statuts, renouvellement des directions). Le Conseil national soumettra à la conférence nationale une date pour ce congrès qui pourrait se tenir à l'automne 2012 plutôt qu'en 2011. Nous pourrions alors tirer toutes les conséquences de la séquence présidentielle-législatives et prendre les décisions conformes à la nouvelle période politique dans laquelle nous entrerons.